

Je crois qu'il a fait de son mieux. On me dit qu'il ne parvient pas à convaincre ses collègues du conseil des ministres. Le ministre se sent très frustré. S'il n'a pas fait ce dont on m'a parlé, il est entièrement responsable.

**L'hon. M. Pepin:** Je ne suis pas en mesure de juger, parce qu'on n'a rien proposé de précis.

**L'hon. M. Hees:** En cinquième lieu, le gouvernement devrait adopter des stimulants fiscaux encourageant la productivité et rendre nos produits plus concurrentiels tant au Canada que sur les marchés mondiaux en réduisant les frais et les prix de vente. Ainsi, nos produits canadiens se vendraient en plus grande quantité au Canada et sur les marchés mondiaux, ce qui accroîtrait la production et créerait de nouveaux emplois. Ces stimulants fiscaux seraient versés en fonction de l'augmentation de la productivité dans une usine donnée et ils encourageraient les directeurs d'industries au pays à acheter un équipement neuf et coûteux et les systèmes de production nécessaires pour faire baisser les prix. Il serait donc possible de vendre les produits canadiens à des prix plus concurrentiels.

• (1520)

Nous avons indiqué au gouvernement les mesures à prendre; reste à savoir s'il va suivre nos sages conseils. Les chances sont minces de ce côté, j'en ai peur. Les gouvernements libéraux sont tous imprégnés, semble-t-il, d'une certaine arrogance qui les rend incapables d'accepter des suggestions venant de qui que ce soit. Durant les années que j'ai siégé ici, avant que nous passions au pouvoir, c'est-à-dire sous le gouvernement de M. Saint-Laurent, M. Howe, M. Harris et tous les autres refusaient d'entendre nos suggestions. Ils n'ont reconnu leur tort que le 11 juin 1957 vers 11 heures, en voyant qu'ils n'étaient plus au pouvoir. C'est la même situation que se reproduit aujourd'hui chez nos vis-à-vis. Même arrogance, même suffisance et même refus d'accepter des conseils, si judicieux soient-ils.

Je puis m'imaginer le premier ministre (M. Trudeau) aux prises, d'ici une couple de mois, avec le même terrible dilemme: devra-t-il décréter des élections cet automne ou attendre au printemps prochain. On sait très bien ce qui s'est passé ici il y a quelques semaines. Le premier ministre était prêt à donner le signal. Il était sûr de son affaire pour le mercredi, puis il a reçu les résultats de sondages effectués dans le pays montrant qu'il perdrait bien des sièges. Ses organisateurs de sondages lui ont dit ne pas savoir exactement si on élirait un gouvernement libéral minoritaire ou un gouvernement conservateur minoritaire. A la dernière minute, le premier ministre a donc décidé de ne pas en appeler au peuple. Il a donné la vague excuse que nous avons tous entendue et dont nous avons tous bien ri. Il a simplement tourné les talons.

Qu'arrive-t-il lorsque le gouvernement refuse d'accepter ces propositions sensées, qui permettraient à l'économie de rebondir cet été ou au début de l'automne? Le ministre des Finances (M. Turner) avait espéré que les encouragements qu'il a annoncés le 8 mai feraient l'affaire. Ils ne la feront pas, et cela pour les raisons que j'ai mentionnées. Nous verrons le premier ministre essayer de décider encore une fois s'il doit décréter des élections pour cet automne, comme lorsqu'il s'est agi d'élections pour le printemps, ou espérer que les choses s'amélioreront un peu au printemps. Je dis que les choses n'iront pas mieux, et cela pour une excellente raison. J'hésite à le dire, car

[L'hon. M. Hees.]

j'aimerais que les choses s'améliorent de beaucoup dans notre pays.

Les encouragements proposés par le ministre des Finances ne seront pas efficaces et cela, pour les deux raisons que j'ai d'ores et déjà mentionnées. Deux hausses fiscales correspondantes s'appliqueront simultanément. La réduction fiscale pour les entreprises de fabrication et de transformation se fait largement échec à elle-même, et cela pour une excellente raison. Dans la proposition mentionnée par le ministre le soir du 8 mai, on n'exige absolument pas que les fabricants et les conditionneurs dépendent l'épargne réalisée grâce à la réduction fiscale de la façon souhaitée par le gouvernement, c'est-à-dire en accroissant la production et en offrant des emplois aux Canadiens. Ces fabricants et conditionneurs, après s'être prévalus de cette réduction fiscale, peuvent l'appliquer de trois façons. D'abord, ils peuvent faire ce que le gouvernement et le pays souhaitent, c'est-à-dire accroître leurs opérations et leur production et ainsi s'assurer la possibilité d'offrir des emplois aux Canadiens qui veulent travailler. Ensuite, ils peuvent verser le bénéfice résultant de la réduction fiscale sous forme de dividendes annuels ou, enfin, ils peuvent placer le bénéfice réalisé grâce à la réduction fiscale dans les réserves des sociétés.

Rien n'indique ce que nos industriels feront de l'aubaine qu'ils recevront à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Le gouvernement réduit la fiscalité d'un secteur économique ce qui signifie qu'un autre devra compenser cette perte de recettes. Le contribuable devra y participer d'une façon ou d'une autre. N'importe quel homme d'affaire vous dira que si vous voulez voir les entreprises faire une chose, il ne suffit pas de leur verser une somme forfaitaire comme l'a fait le gouvernement en espérant qu'elles feront ce que vous désirez. Actuellement bon nombre de chefs d'entreprise rient sous cape en pensant au ministre des Finances. Rien n'exige d'eux qu'ils dépensent cet argent de la façon dont le désire le gouvernement.

Ce que le gouvernement aurait dû faire, et devrait faire maintenant, c'est d'exposer aux hommes d'affaires ce qu'il désire qu'ils fassent auquel cas ils seront généreusement récompensés à la fin de l'année dans des proportions exactement identiques à ce qu'ils auront accompli en conformité des désirs du gouvernement. En d'autres termes, il faudrait que le gouvernement leur dise que s'ils augmentent leur production et relèvent l'emploi dans leurs usines jusqu'à un certain niveau, le gouvernement leur accordera des allègements fiscaux proportionnels et que meilleurs seront les résultats plus élevés seront ces allègements fiscaux. De cette façon les entreprises seront récompensées une fois qu'elles auront accompli ce que le gouvernement désire les voir faire au lieu de recevoir de l'argent d'avance dans l'espoir qu'elles le feront. C'est un principe adopté par des théoriciens nébuleux persuadés qu'il réussira. Il ne réussira pas étant donné que de nombreux industriels n'utiliseront pas cette réduction fiscale selon les désirs du gouvernement sans que celui-ci y puisse quoi que ce soit.

Je crains que le gouvernement ne rejette ces suggestions parfaitement judicieuses. Aucun député d'en face ne présentera un instant qu'une des suggestions que je viens d'exposer n'est pas judicieuse et incapable de relancer notre économie. Je crains que, en raison du refus du gouvernement d'accepter ces propositions, nous soyons appelés à voir notre économie s'enliser davantage dans la stagnation qui règne depuis trois ans déjà. J'ai peur également que le premier ministre, en se penchant sur la situation, n'en vienne à se demander s'il devrait tenir les élec-